



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/40/109
S/16914

29 janvier 1985

ORIGINAL : FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarantième session
LA SITUATION AU KAMPUCHEA
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE
INTERNATIONALE : PROBLEMES ALIMENTAIRES

CONSEIL DE SECURITE
Quarantième année

Lettre datée du 29 janvier 1985, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, pour votre information, le texte d'une déclaration datée du 25 janvier 1985, émanant du Ministère des affaires étrangères du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique dénonçant et condamnant la politique de famine menée par les autorités de Hanoi au Kampuchea.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points intitulés "La situation au Kampuchea" et "Développement et coopération économique internationale : problèmes alimentaires", et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du
Kampuchea démocratique,

(Signé) THIOUNN Prasith

ANNEXE

Déclaration du Ministère des affaires étrangères du Gouvernement
de coalition du Kampuchea démocratique dénonçant et condamnant la
politique de famine menée par les autorités de Hanoi au Kampuchea

Cette année, le peuple du Kampuchea fait face à une grave pénurie en vivres à cause de la politique délibérée systématiquement menée par les autorités de Hanoi pour l'affamer. Dans ce but, les agresseurs vietnamiens appliquent leur politique barbare de la façon suivante :

1. Ils forcent par les armes la population à vivre dans des villages concentrationnaires le long des routes, loin de leurs champs et rizières. Ces villages sont clôturés et surveillés afin d'empêcher la population d'en sortir pour se livrer aux activités de production. Quiconque ose le faire est soit fusillé, soit arrêté et emprisonné sous prétexte d'être en relation avec les guérilleros du Kampuchea démocratique.

2. Ils raflent toute la population, hommes, femmes, enfants et vieillards, pour les faire défricher les forêts le long des routes nationales, des voies ferrées et fluviales, en les obligeant à abandonner leurs champs et rizières. Quand la saison des labours arrive, les agresseurs vietnamiens ne les autorisent même pas à retourner à leurs villages et à leurs districts. Dans des villages où la population arrive à produire quelques vivres, les agresseurs vietnamiens l'empêchent de les récolter et pillent le paddy dans les champs pour ravitailler leurs forces armées.

La population vivant dans l'est du Kampuchea, dans les provinces de Siemreap, Prey Vèng, Kratié, Kompong Speu, Takéo, etc., a été raflée et amenée par les agresseurs vietnamiens pour défricher les forêts le long des routes nationales Nos 3, 4, 5 et 6 et le long de la voie ferrée jusqu'à la frontière ouest du Kampuchea, le long de la route No 12 de Kompong Thom à Preah Vihear, de Kralanh à Samrong-Oddar Meanchey, le long de la route No 10 de Battambang à Pailin, y compris dans la région forestière des monuments d'Angkor, etc.

3. Parallèlement à ces mesures, les agresseurs vietnamiens ont obligé la population de toutes les provinces à leur fournir, en moyenne, par maison et par mois, 10 kilogrammes de riz. Toute défaillance est sanctionnée par la destruction et le pillage des maisons et des villages.

Telle est la politique barbare des agresseurs vietnamiens qui, par tous les moyens, affament et pillent notre peuple pour ravitailler leurs forces au Kampuchea. C'est là la politique de génocide menée par l'ennemi vietnamien au Kampuchea, pour avaler et annexer le Kampuchea.

La grave pénurie en vivres à laquelle fait face notre peuple n'est pas due, comme le clament d'une façon fallacieuse les agresseurs vietnamiens, aux calamités climatiques, sécheresse ou inondation.

Le Ministère des affaires étrangères du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique dénonce et condamne avec la plus grande vigueur et indignation cette politique barbare de l'ennemi vietnamien à l'égard du peuple du Kampuchea. Il lance un appel à l'opinion mondiale, en particulier aux organisations humanitaires internationales pour qu'elles prennent bien conscience de ces crimes des agresseurs vietnamiens, en évitant de fournir des aides humanitaires aux agresseurs vietnamiens qui ne manquent pas de les utiliser pour ravitailler leur armée et poursuivre leur guerre de conquête au Kampuchea.

Kampuchea démocratique,

le 25 janvier 1985

